

Université Populaire de la Narbonnaise (UPN)

Site de l'UPN : <http://upnarbonnaise.unblog.fr/>

Site du café philo : <http://cafephilo.unblog.fr/>

Site de Michel Tozzi : www.philotozzi.com

Mail de Michel Tozzi : michel.tozzi@orange.fr

Revue de didactique de la philosophie *Diotime* :

www.educ-revues.fr/diotime/

ATELIER DE PHILOSOPHIE POUR ADULTES (2017-2018)

(14^e année)

Séance 2 du 09-12-2017 - 9h30-12h15

(Nombre de participants : 18)

Morale et Politique

Animation - reformulation : Michel Tozzi

Présidence de séance : Anne-Marie De Backer

Introduction ; Michel Tozzi

Synthèse écrite de la discussion : Jean-François Burghard

Saisie des textes des participants : Jean-François Burghard

I) Introduction (Michel)

Morale et Politique

- Il y a de nombreux points communs entre la philosophie morale et la philosophie politique, au point que certains peuvent les confondre : par exemple autour des notions de loi et de devoir. Kant fait reposer la loi morale sur le devoir, impératif qui m'oblige ; et dans le droit, la loi, qui formalise juridico-politiquement les règles du vivre ensemble, exprime ce que l'on doit ou ne doit pas faire. On est ici dans le **champ commun du permis et du défendu**...

- Ces deux champs de la réflexion philosophique ne sont pas cependant coextensifs. **La philosophie morale** se préoccupe des principes, des règles et comportements qui visent le **souverain bien** (Platon), la **vie bonne** (Aristote), le **devoir** de notre conscience (Kant). **La philosophie politique traite** des questions relatives au **pouvoir** politique, à la gestion de la cité, à la visée du **juste**. La première interpelle notamment **l'individu et sa conscience morale, le rapport d'une liberté à elle-même, le pouvoir sur soi et ses désirs en fonction de valeurs** (on parle souvent dans ce cas d'éthique), c'est une **exigence intérieure**. La seconde s'intéresse à la vie sociale, à la **dimension collective** des rapports entre les hommes, au rapport des libertés entre elles, au pouvoir sur les autres, elle concerne la cité, on y parle de **Bien commun** (res publica), et en démocratie d'**intérêt général** ; elle s'intéresse moins à la pureté des intentions qu'aux **résultats obtenus**.

Comment articuler morale et politique, puisqu'à la fois elles se rejoignent quelque part et néanmoins se distinguent ?

- On peut tenter de **subordonner le Juste au Bien**. C'est le cas des **théocraties**, où c'est la loi de Dieu qui commande la loi des hommes, le pouvoir spirituel qui ordonne le (au) pouvoir temporel : l'Inquisition dispose au Moyen Âge de la légitimité du légal, le pouvoir temporel est le bras armé de l'Eglise ; ailleurs – dans certains pays arabes -, on applique aujourd'hui dans l'Etat la charia, la loi islamique. La sécularisation des sociétés (séparation des pouvoirs temporel et spirituel) et la laïcité émancipent le pouvoir politique de l'influence la loi religieuse... On sait que dans l'histoire la volonté de pureté morale, religieuse ou non, a souvent mené au totalitarisme et à la **terreur** !

- Cette influence de la morale sur la politique n'a pas pour autant disparu. On considère souvent **le Juste** comme le **Bien appliqué à la gestion collective de la Cité**. D'où l'idée que la politique et le politicien doivent être moraux. C'est le sens des revendications de l'opinion publique, prise en charge dans un pays démocratique par des lois, sur la « moralisation de la vie publique » : éviter la corruption des fonctionnaires, les conflits d'intérêt entre le public et le privé, les dissimulations fiscales, les privilèges financiers ou en nature des gouvernants... Ici le légal n'apparaît pas toujours comme légitime (Cf. l'affaire Fillon).

Cette distinction débouchant vite sur une hiérarchisation a été philosophiquement fondée dans l'histoire :

- Platon dans *La République* dit que le but de l'État est de **faire régner la vertu**, c'est-à-dire d'instaurer une société juste. Morale et Politique convergent, vers le bien individuel et collectif. Une société juste fait respecter quatre qualités fondamentales : la sagesse (amour et recherche du savoir); le courage (force morale); la tempérance (le fait de dominer ses passions); la justice (pour Platon, la justice sociale = à chacun son rôle selon ses capacités). Mais pour organiser un tel État, il faut que les gouvernants eux-mêmes possèdent ces qualités : d'où la thèse platonicienne des " philosophes rois ".

- Dans le *Projet de paix perpétuelle*, Kant soutient qu'une politique conforme à la morale est indispensable parce qu'elle rappelle que le droit reste la priorité absolue. L'action politique doit se fixer des fins conformes au droit et, pour y parvenir, employer des moyens adéquats. La politique se doit de se conformer à la morale pour être équitable et juste, et puisqu'elle le peut, il est souhaitable qu'elle s'y astreigne...

- Comte-Sponville de son côté limite le pouvoir de la politique par l'exigence morale, car il y a selon lui une hiérarchie des ordres : « J'introduis un deuxième ordre, l'ordre de la loi et de la justice, structuré intérieurement par l'**opposition du légal et de l'illégal**. Il est incapable de se limiter pour deux raisons : 1) individuelle : un individu qui respecterait scrupuleusement la légalité du pays dans lequel il se trouve, mais s'en contenterait, pourrait parfaitement mentir, faire preuve d'égoïsme et de méchanceté (Le " salaud " légaliste). 2) collective : si le peuple avait tous les droits, il pourrait prendre des mesures antidémocratiques...

Le domaine qui vient limiter celui de la politique et de la justice est celui de la morale, structuré intérieurement par l'**opposition du bien et du mal, du devoir et de l'interdit**. La morale n'a pas à être limitée : comment pourrait-on être trop moral ? Mais elle doit être complétée, car elle est insuffisante. Un individu qui ferait toujours son devoir, et seulement son devoir, serait un pharisien, il lui manque une dimension peut-être essentielle : l'amour ».

- Mais la politique échappe souvent à la morale : le pouvoir peut être arbitraire, dégénérer en abus de pouvoir personnel ou d'une caste. Il y a une propension de la politique à devenir immorale, du fait de la tentation de tout homme politique et de son clan de s'abandonner à la jouissance du pouvoir. « Le pouvoir rend fou, le pouvoir absolu rend fou absolument »,

dit Alain. La mécanique du pouvoir, avec le prestige social et l'argent qui lui sont liés, est un défi à la moralité des actes.

C'est pourquoi s'oppose à la position déontologique de Kant, où le gouvernant est soumis à la loi morale, la position dite réaliste de Machiavel, qui exhorte à gouverner en divisant, en niant la vérité, en agissant d'abord et en s'excusant éventuellement ensuite. L'action politique est toujours insérée dans un rapport de forces où il s'agit de prendre et conserver le pouvoir, dans un contexte de circonstances pratiques en vue d'un résultat. Une politique morale serait impuissante. La valeur suprême est l'efficacité, non la moralité. Machiavel écrit dans *Le Prince* : "...celui qui laissera ce qui se fait pour cela qui se devrait faire, apprend plutôt à se perdre qu'à se conserver ; car qui veut faire entièrement profession d'homme de bien, il ne peut éviter sa perte parmi tant d'autres qui ne sont pas bons. Aussi est-il nécessaire au Prince qui veut se conserver, qu'il apprenne à pouvoir n'être pas bon, et d'en user ou n'user pas selon la nécessité" (chapitre XV). Dans un monde d'hommes pervers, gouvernés par leurs passions, leurs « humeurs », le seul moyen de conserver le pouvoir serait d'user, à point nommé, de la force du lion et de la ruse du renard, de s'accorder à la « fortune ». L'art politique est de savoir tirer parti des circonstances, d'être craint plutôt que d'être aimé, de flatter si nécessaire. Le scrupule moral peut être une faute politique. On ne peut en aucune façon gouverner avec de bons sentiments. C'est pourquoi, remarque amèrement Pascal, à défaut de faire que la justice soit forte, les gouvernants ont fait en sorte que la force soit juste.

- La position de Marx est intermédiaire : la politique est bien historiquement un rapport de forces entre classes sociales : la bourgeoisie de son temps domine hiérarchiquement et exploite économiquement le prolétariat. La révolution a pour objectif de renverser le rapport de forces pour donner le pouvoir aux dominés, et ce au nom d'un idéal (que l'on peut considérer comme moral ?) : libérer le prolétariat de ses chaînes.

Pour reprendre la distinction de M. Weber, Platon et Kant sont plutôt du côté de « l'éthique de la conviction », qui repose sur des principes universels, applicables quelles que soient les circonstances ; et Machiavel de « l'éthique de la responsabilité », qui considère toujours les conséquences favorables ou non d'une décision pour arrêter une position (real politique). Dans cette perspective, « la fin (même immorale) justifie les moyens (même immoraux) », alors que pour Kant seule la pureté des fins doit orienter l'action, et ne jamais considérer l'homme comme un moyen (une loi prévoyant la peine de mort serait immorale car s'attaquant à la dignité de la vie d'un individu)... L'important en politique pour Machiavel est d'obtenir le pouvoir et de le conserver, et pour cela, tous les moyens sont bons. L'art politique est au-delà du bien et du mal, la réussite le devoir du politicien.

Pour conclure, que penser de ce texte de Comte-Sponville :

« - **La barbarie politique** soumet l'ordre de la morale à celui de la politique ; deux écoles : la barbarie totalitaire, la barbarie démocratique, qui consiste à croire que tout ce qui est légal est nécessairement moral.

- **L'angélisme moral** prétend annuler les contraintes du politique au nom de la morale. C'est ce que Laurent Joffrin appelait il y a quelques années dans *Libération* " la génération morale " : contre la misère, les restaurants du cœur ; contre la guerre, l'action humanitaire ; pour l'intégration des immigrés, SOS Racisme. Des problèmes politiques se trouvent transformés en problèmes moraux, ce qui est la meilleure façon de ne jamais les résoudre ».

Et de cette question : Le pouvoir, s'il n'est pas régulé et contrôlé par des contre-pouvoirs, devient vite immoral ; les droits de l'homme et du citoyen peuvent-ils réguler moralement la politique ? Que penser politiquement et moralement du « droit-de-l'hommeisme ? »

II) Synthèse du débat (Jean-François)

Les chasseurs-cueilleurs du néolithique vivaient sans la nécessité d'un pouvoir politique. Selon Rousseau, la revendication d'un bien personnel et l'instauration de la propriété sont à l'origine des inégalités entre les hommes.

Le pouvoir, par essence est-il immoral ? Deux points de vue sont défendus par les philosophes. Le premier : lorsqu'on donne du pouvoir à quelqu'un, il devient mauvais (Glaucou le sophiste dans *La République* et le mythe de Gygès) ; et le second : nul n'est méchant volontairement (Socrat/Platon). Un troisième point de vue dit qu'il peut être bien ou mal utilisé. Lorsque la morale dirige le politique, la politique et ses lois ne sont pas nécessaires, puisque l'homme est suffisamment moral pour agir avec discernement. Mais c'est très rare !

L'exercice du pouvoir s'accompagne de force et d'habileté. Il convient de gérer des intérêts opposés inhérents à tous les groupes humains. Pour Machiavel « le politique est premier par rapport à la morale », et autonome ; il affirme l'intérêt pour le Prince de « la vertu du mensonge et de la dissimulation.... Il est nécessaire à un prince d'apprendre à n'être pas bon... ». A l'opposé, la pensée politique de Kant « est une des plus exigeantes, par la considération accordée au respect des libertés et aux valeurs morales ». Rousseau « marque sa préférence pour la démocratie, mais pour lui un régime parfait ne peut fonctionner que si les citoyens sont vertueux »

En démocratie représentative un contrat est passé entre le citoyen et son représentant Cette délégation de pouvoir implique d'en faire bon usage. L'élu ne peut se prévaloir de son ignorance des problèmes. Dans une société complexe, le décideur se tourne vers des hommes de savoirs. Mais le savoir des experts trop souvent dicte les décisions. Et ils ne sont pas d'accord entre eux ! Le souci de l'homme politique devrait être d'agir concrètement, mais aussi de préparer l'avenir sans se soucier de sa réélection.

Le citoyen a besoin de protection, de projeter sur ses représentants une moralité qu'il n'a pas, de « super-héros ». Le citoyen n'est pas conscient des contraintes du pouvoir et de la complexité des problèmes. La promesse du candidat, qui anticipe sur le possible, doit être adaptée à la réalité. Une fois élu, de nombreuses entraves à sa liberté d'action apparaissent : respect des Lois, des règles Constitutionnelles, du Droit Européen ou International etc. Cette prise de conscience des problèmes ne peut être faite qu'à l'intérieur de la fonction. De plus, la notion de bien collectif est compliquée. Elle est différente au niveau européen de celle de l'Etat national. Gouverner, c'est prévoir, mais comment prévoir face aux transformations très/trop rapides de notre époque ? Politique et économie sont proches. Seulement, les experts en économie sont, souvent, en désaccord rendant l'anticipation des politiques, quasiment impossible. Il ne reste plus qu'à s'adapter aux circonstances et gérer des intérêts divergents, souvent inconciliables.

Ce pragmatisme n'est pas sans conséquences : perte des valeurs dans la gestion du quotidien au nom de l'efficacité, morale battue en brèche par des experts instrumentalisés. Le plus souvent c'est l'émotion plus que la raison qui forgent l'opinion publique, par manque d'informations et la difficulté des contre-pouvoirs à se faire entendre. Il faudrait renforcer les lieux d'expression, trouver le moins mauvais compromis

Le pouvoir devrait défendre la valeur la plus universelle, l'intérêt général, le Bien commun, qui est celui de la survie de l'humanité. C'est un peu l'affaire de chacun, bien que certains soient plus responsables que d'autres. La morale ne serait rien sans un peu « d'empathie », partager, être avec...

Malgré tout, la supériorité de la morale sur la politique reste un garde-fou pour ceux chez

qui le pouvoir développe une toute puissance irraisonnée.

III) Décisions pour la suite

- 13-01-2018 : « Le réel et l'imaginaire », introduction par Laure Marois.

- 10-02-2018

- 31-03-2018 : « Quelle sagesse pour l'homme d'aujourd'hui ? », introduction par Daniel Lacoste.

Annexe - Textes de participants

Morale et politique

Le politique est la façon dont « tient » une société (Gauchet), la façon dont on y prend, conserve et gère le pouvoir dans la Cité. La question morale en politique est de savoir comment la gérer avec **justice**. La démocratie pense y arriver en *fragmentant* le pouvoir (séparation du législatif, de l'exécutif et du judiciaire selon Montesquieu), et d'*équilibrer* le pouvoir des dirigeants par des *contre pouvoirs* légitimes (partis politiques, syndicats, associations de la société civile), de façon à ce que se régulent les conflits incontournables entre intérêts de groupes divergents, et à ce que la finance d'intérêts particuliers et privés ne pèse pas trop lourd sur les lois au détriment du Bien commun, dont une répartition équitable des richesses produites. Nous en sommes loin. Des lois de « moralisation de la vie publique » peuvent y contribuer, concernant les hommes politiques, qui doivent, comme tout citoyen, ne pas déroger aux lois communes...

Michel

La morale, il faut d'abord dire par rapport à quelle philosophie on la définit.

Dans le capitalisme, système politico-économique, la morale a été définie par Adam Smith : est moral ce qui va dans le sens des intérêts de chacun. Et la société devrait ainsi fonctionner harmonieusement.

A l'opposé, dans une société démocratique, est moral l'idéal qui consiste à prendre en considération l'intérêt général, au détriment des intérêts particuliers. On privilégie alors le bien commun.

Les hommes politiques actuels ont-ils ce dernier objectif moral en perspective ?

Il semble que la plupart du temps ils soient préoccupés par leur carrière et leur intérêt personnel, en appliquant les principes de Machiavel pour conquérir et garder la valeur suprême pour eux : le pouvoir.

En démocratie, il existe deux systèmes de gestion : la démocratie directe et la démocratie représentative. Nous vivons, par nécessité, dans le système de démocratie représentative : on élit des représentants, on leur abandonne notre pouvoir de décision et on leur signe un chèque en blanc pour résoudre des problèmes qui sont souvent très compliqués. Dans le fond, on est satisfait de ne pas avoir à faire l'effort de rechercher des solutions à ces problèmes, et de ne pas avoir à subir la responsabilité de la gestion des conséquences relatives aux décisions prises.

On est reconnaissant envers les dirigeants élus : ils nous transforment en irresponsables volontaires, et nous pouvons nous distraire pendant qu'ils gèrent les difficultés. Mais dans le fond de nous, on se sent un peu coupables d'avoir abandonné cette souveraineté qui nous appartient en tant qu'êtres humains. Alors, si les politiques profitent de leur situation (« tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser » Montesquieu) pour commettre des infractions plus ou moins graves, on a tendance à être indulgent.

Pourtant, ce sont les politiques qui font la loi (députés, gouvernants...), et s'il n'est pas question d'exiger d'eux qu'ils soient parfaits, le minimum qui devrait faire partie du contrat entre eux et le citoyen, serait qu'ils respectent cette loi qu'ils nous imposent, et qu'ils soient sanctionnés lorsque ce n'est pas le cas.

Le rapport entre la morale et la politique est clair, la morale doit être placée au-dessus du politique. Platon avait raison : le philosophe doit éclairer le politique. Si on accepte que le politique ne soit pas guidé par la morale, ce n'est plus la peine de parler de civilisation. Par ailleurs, l'arrivée d'internet pourrait changer la situation. Internet devrait rendre la démocratie directe plus praticable au quotidien. Si on peut donner son avis tous les jours sans subir la lourdeur d'un vote traditionnel, c'est intéressant.

Espérons...

Daniel

Pour ne pas donner quitus à un homme par voie de vote (sans savoir vraiment qui il est) ne faudrait-il pas des Ecoles politiques (non pas ENA ou Sciences Po.. etc..), mais des écoles où ne réussiraient que ceux qui ont démontré, et pendant plusieurs années, leur capacité à être suffisamment altruistes ou « moraux » pour avoir le privilège de devenir dirigeants (Bien sûr en apprenant toutes les composantes scientifiques, économiques, etc. nécessaires pour connaître l'état du pays et du monde) ? Les professeurs seraient issus de toutes les classes sociales, politiques, religieuses, philosophiques, pour enseigner le « meilleur » de leurs acquis...Au final, le meilleur de la promotion pourrait devenir un dirigeant pour un certain temps et ne pourrait pas continuer indéfiniment.

Marie-Claude

Parce qu'elle gère, qu'elle encadre, qu'elle dirige la vie de la société, la politique ne peut pas se passer de morale. Par l'élaboration des lois, elle a à agir pour le bien commun. L'adaptation au réel implique que son action soit un compromis entre une éthique de conviction fondée sur des valeurs et une éthique de responsabilité qui recherche le résultat.

Claudine

La politique doit être morale ; l'homme politique doit avoir une exigence individuelle et collective pour exercer au mieux le pouvoir qui lui a été confié par le peuple. Dans un cadre imposé par les lois, la constitution, il doit travailler pour le bien collectif, en préservant au maximum les valeurs morales, faire son devoir et donner l'exemple, il est le garant de la paix.

Marie-Hélène

Morale et politique, c'est la valse de « Je t'aime... moi non plus »

Je t'aime, oh ! Oui, je t'aime, dit la morale,

Moi non plus, répond la politique.

Oh ! mon amour, s'exclame la morale,

Tu vas et tu viens, déclare la politique,

Quand les circonstances te réclameront

Quand certains de tout leur être te désireront

Je n'ai pas le temps de penser à toi,

Pourvu que les autres ne me voient pas.

La seule chose qui compte, c'est l'E-FFI-CA-CITE.

Morale et politique, c'est un mariage inconciliable, un divorce perpétuel.

Laure

Ces deux thèmes « Morale » et « Politique » me semblent, à la lumière de tout ce qui a été dit, difficiles à s'unir. En effet, la Morale individuelle n'est pas toujours soluble dans l'exercice du Pouvoir. Ce Pouvoir devrait, cependant, avoir une exigence absolue : la Vertu, l'exemplarité. Nombreux sont les exemples qui s'affranchissent de ces valeurs ! Un remède pourrait être adopté, c'est celui du mandat révocable qui sanctionnerait les manquements et les défaillances de nos représentants.

Jacky

On ne peut construire une réflexion cohérente qu'en ouvrant celle-ci.

Quand on parle de Morale et Politique, c'est dépasser le raccourci « politique tous voyous ».

L'art de la politique, c'est de construire du collectif harmonieux, où chacun est en capacité de s'élever avec les autres. La morale de conviction permet de construire une société utopique où les « valeurs » dominent. Mais les valeurs sont relatives. Ce qui est vrai, ici et maintenant, n'a de sens, qu'ici et maintenant.

On ne peut penser du collectif que si on est aligné soi-même, en cohérence avec des valeurs personnelles que l'on met en action.

Gérard

J'ai cette histoire en tête :

Une mère demanda un jour à Gandhi de dire à sa petite fille, qu'elle mangeait trop de sucre, ce n'est pas bon pour elle. Gandhi regarda la petite fille, lui sourit et demanda à sa mère, pouvez-vous revenir dans un mois ? Un mois plus tard, la mère et la petite fille revinrent, et à la même demande, Gandhi dit à la petite fille « Tu manges trop de sucre ! ». La mère étonnée, demanda à Gandhi, pourquoi ne pas le lui avoir dit il y a un mois ? Gandhi : « Parce qu'il y a un mois, moi aussi je mangeais trop de sucre ».

Nous sommes les créateurs des changements que nous escomptons en morale comme en politique.

Manua

Morale et Politique, ces deux notions sont étroitement dépendantes du contexte géographique différent entre les pays monarchiques, théocratiques – aujourd'hui on a évoqué les relations entre intervenants éduqués et vivants dans le seul pays laïc développé au monde – du contexte historique, en fonction du siècle qu'on envisage – Grèce antique, le 1^{er} Empire -, du contexte économique - pays développés ou en voie de développement. Nécessité d'une vision dynamique.

Ces deux notions doivent s'adapter l'une à l'autre constamment et réciproquement.

Jean-Marc

Une politique qui a pour seul objectif « une visée bonne, pour tous, dans des institutions justes », reste une utopie. L'intérêt général, au-delà des intérêts particuliers, nécessite force et compétence et beaucoup de discernement. Pour agir efficacement, l'homme politique ne peut s'exonérer de s'appuyer sur le « garde-fou » d'une morale exemplaire.

Jean-François

Si l'éthique est incluse dans la Morale, de par l'ensemble des codes sur lesquels la morale s'appuie et impose ses règles à l'homme depuis toujours, elle s'avère insuffisante pour gérer politiquement une cité, un pays, et y assurer justice et équilibre parmi les gens.

Des lois sont nécessaires pour le citoyen, lui indiquant les droits et les devoirs, et aussi des limites (parmi lesquelles le code de la route est un bon exemple) ; mais des règles conventionnelles pourraient être apparentées aux codes de l'éthique, ou même l'usage d'une étiquette : le simple savoir vivre avec une dose de tolérance envers autrui, pour garder une certaine paix entre les gens, paix toujours fragile. Car les hommes ont l'âme bien différente, tous désireux du bien et du beau, désirant à divers degrés et en nombre, et seraient tôt ou tard cause de désordre et de difficultés à gérer politiquement ce pays en s'appuyant seulement sur la morale. Il nécessite aussi d'user de la force agissante des lois, ce qui implique pour les uns l'effort de veiller aux exigences de ces lois, et pour d'autres une limite à leur libre agir. La politique, si elle devrait sévir par obligation, ou reconnaître son impuissance à maintenir la paix dans son pays alors, apôtre de la démocratie, n'a d'autre recours

que soumettre son pouvoir au peuple par la voie de référendum (le Général De Gaulle). Mais on peut préférer promettre avec un discours de sentiment d'empathie envers les gens qui souffrent (Rousseau) et leur procurer de l'assistance et ainsi quelques satisfactions (au nom de la Morale, ou pas...). Et pour l'autre partie du pays des promesses avec un calendrier assez vague pour pouvoir encore espérer. Le politicien sait qu'en temps de crise, il faut que le Pouvoir politique se joue de l'espoir à pouvoir donner. En fait il se joue du Temps (Macron). Le Pouvoir est instauré en nos pays démocratiques par élection et pour une durée déterminée. Ceci permet au Pouvoir politique d'échapper par fin de contrat à leur gouverne par trop de promesses non tenues (Hollande).

Tous les Pouvoirs politiques de la République ont sous diverses couleurs ou courants politiques gouverné avec ces règles depuis un demi-siècle. Le temps est, il me semble, le régulateur pour la réussite d'une paix démocratique. Comme le temps c'est de l'argent, il faudrait pendant chaque gouvernement des gestionnaires ayant la sagesse de veiller à la juste répartition des richesses. Et le temps moderne va trop vite pour les humains, actuellement le peuple peut s'allier encore au Président et son pouvoir Politique qui veille à tenir un discours moralement correct. Mais si son "Roi" défaille dans sa politique et que le déséquilibre entre les pauvres et les classes moyennes (la société productive) s'inverse par la robotisation, resteront les nantis d'un côté, peu nombreux par rapport à ceux qui ont peu ou prou, alors très nombreux et mécontents.

Le Président prochain que le peuple choisirait pour s'y allier pourrait avoir l'allure encore plus funeste, déshumanisée. Mais le futur se prépare déjà : les scientifiques seront inventeurs de jeux pour les smartphones et les ordinateurs. Macron voit déjà la population le smartphone ou l'iphone à la main prendre plaisir à se perdre dans tous les nouveaux jeux avec lesquels ont va communiquer (Interview télévisé du 17/12/17).

Anne-Marie